

COMMUNIQUÉ

Le SNUEP-FSU engagé pour obtenir le retrait de la réforme contestée des lycées pros

Lors de son 8^e congrès du 25 au 29 mars, le SNUEP-FSU a réaffirmé sa détermination à lutter avec l'intersyndicale contre le démantèlement de la voie professionnelle scolaire. Un autre lycée pro est possible, avec des personnels en nombre suffisant et revalorisés, pour offrir aux jeunes une formation à un métier complète et équilibrée.

La mobilisation des PLP depuis l'automne 2022 a fait reculer le gouvernement sur l'augmentation du nombre de semaines de stage de 50 % et la diminution des moyens horaires pour les établissements. Néanmoins, le gouvernement poursuit son objectif d'imposer l'apprentissage - auquel le gouvernement n'applique pas l'austérité - comme modèle pour insérer les jeunes dans le monde du travail. Avec la nomination d'un haut-commissaire à l'enseignement et la formation professionnels, le gouvernement s'entête à maintenir les lycées pros sous la double tutelle Travail/Éducation nationale. Le SNUEP-FSU poursuit donc son action sans relâche pour maintenir l'enseignement professionnel dans l'Éducation nationale.

En diminuant le temps de formation en établissement et en imposant un parcours différencié en terminale bac pro, le gouvernement fait, une fois de plus, un cadeau aux entreprises qui bénéficieront ainsi d'une main d'œuvre gratuite quasi formée, qu'elles pourront tenter de recruter avant même l'obtention du diplôme. Ce dispositif est caractéristique du mépris du gouvernement pour la jeunesse populaire, tout juste bonne à combler les vides dans les métiers en tension aux salaires faibles et aux conditions de travail pénibles.

L'instauration de classes prépa-2^{de} suit la même logique puisqu'elle est réservée aux élèves ayant échoué au DNB. Avec cette classe aux contenus au rabais, le ministère veut vider une partie des classes de bac pro pour obliger les élèves et leur famille à choisir le CAP ou l'apprentissage. Le SNUEP-FSU refuse ces prépa-2^{de} qui participent au tri social que le gouvernement cherche à mettre en place.

Les modifications en profondeur des cartes de formation seront brutales entre 2025 et 2027 avec des établissements et des filières qui seront fortement percutés par des fermetures ou des reconversions de PLP pour lesquelles le ministère n'a à ce jour prévu aucun moyen d'accompagnement.

Le SNUEP-FSU dénonce cette transformation qui aura des conséquences sur les possibilités d'orientation des élèves vers la voie pro, conduisant à une assignation à résidence géographique et sociale de la jeunesse des milieux populaires. Il exige que le ministère assume ses responsabilités et finance les reconversions des personnels.

Le SNUEP-FSU s'engage dans une campagne de décryptage de l'attaque globale menée par le gouvernement contre les lycées professionnels, pour fédérer les colères, construire des mobilisations d'ampleur afin d'engranger de nouveaux reculs, d'obtenir le retrait de la réforme contestée des lycées pros et du choc des savoirs et gagner un plan d'investissement dans l'Éducation pour que l'argent public aille au seul service public d'éducation. Ce plan d'investissement doit contenir des mesures salariales pour rattraper les pertes et revaloriser les grilles indiciaires. Le SNUEP-FSU s'opposera à toute nouvelle attaque du statut de la Fonction publique et portera partout l'exigence de l'égalité salariale femmes/hommes.